



AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°003BIS/AONO/L11/CDPM/2025 DU 22 MAI 2025

**POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU POSTE DE CONTROLE FORESTIER ET DE LA CHASSE DE FIFINDA, DANS L'ARRONDISSEMENT DE LOKOUNDJE, DEPARTEMENT DE L'OCEAN, REGION DU SUD
EXERCICE 2025**

1- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'investissement Public de l'exercice 2025, le PREFET DE L'OCEAN, Maître d'Ouvrage Délégué lance un Appel d'Offres national ouvert, en procédure d'urgence, pour la construction d'un Poste de Contrôle Forestier et Chasse de FIFINDA, dans l'Arrondissement de LOKOUNDJE, Département de l'océan, Région du sud.

2- Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux préparatoires ;
- Terrassements ;
- Fondation ;
- Maçonnerie et élévation ;
- Charpente, couverture ;
- Menuiserie métallique ;
- Plomberie – installation sanitaire ;
- Revêtements sols ;
- Electricité ;
- Climatisation ;
- Peinture ;
- Travaux extérieurs – drainage.

3- Tranches/Allotissement

Les travaux sont en un **Lot unique** : la construction d'un Poste de Contrôle Forestier et Chasse de FIFINDA, dans l'Arrondissement de LOKOUNDJE.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Quarante Millions (40 000 000) de Francs CFA**.

5- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offre est de Quatre (04) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6- Participation et origine

La participation au présent appel d'offres national est ouverte à toutes les entreprises de droit Camerounais, disposant d'une copie certifiée par le Ministre chargée des Marchés Publics ou de son représentant dûment mandaté de l'attestation de catégorisation ou d'une copie certifiée du récépissé de dépôt de la demande de catégorisation.

7- Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par BIP MINFOF de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire n°59 33 060 01 451815 523112

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le hors ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **Huit cents milles (800 000) Francs CFA**. Cette soumission est valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables dès publication du présent avis à la **Préfecture de Kribi**.

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue aux heures ouvrables dès publication du présent avis à la **Préfecture de Kribi** sur présentation de l'original d'une quittance de versement au trésor public d'une somme non remboursable de **Cinquante mille (50.000) Francs CFA**.

12- Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies, marqués comme tels, devra être déposée contre récépissé à la **Préfecture de Kribi**, au plus tard le **14 JUIN 2025 à 13 Heures** précises et devra porter la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003BIS/AONO/L11/CDPM/2025 DU
14 MAI 2025 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU POSTE DE CONTROLE
FORESTIER ET DE LA CHASSE DE FIFINDA, DANS L'ARRONDISSEMENT DE
LOKOUNDJE, DEPARTEMENT DE L'OCEAN, REGION DU SUD
EXERICE 2025**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

13- Recavabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage Délégué :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission ;*
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture de tous les plis se fait en un seul temps le **13 JUIN 2025 2025 à 14 Heures précises** par la Commission Départementale de Passation des Marchés de l'Océan.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission et de récépissé de consignation à la caisse de dépôt et de consignation CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- note technique inférieure à 70 % des OUI dans la grille de d'évaluation ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (bétonnière, camion benne, pick-up) ;
- de l'absence de l'attestation de catégorisation le cas ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à sur :

- la présentation de l'offre (1 sous-critère) ;
- les références du soumissionnaire (3 sous-critères) ;
- expérience du personnel (6 sous-critères) ;
- les moyens matériels (4 sous-critères) ;
- la méthodologie d'exécution (4 sous-critères) ;
- la capacité financière (2 sous-critères) ;
- preuve d'acceptation des conditions du marché (2 sous-critères).

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant Quatre-Vingt-Dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Préfecture de Kribi. Tel. : 222 46 12 31.

19 -Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 ou le MOD au numéro 222 46 11 96

Ampliations :

- ARMP/SUD (Pour diffusion) ;
- DDEB/OCEAN
- DDMINERAT/OCEAN
- P/CDPM/OCEAN (Pour information) ;
- CAMEROON TRIBUNE (Pour Publication) ;
- Affichage :
- Chrono/Archives

LE PREFET DU DEPARTEMENT DE L'OCEAN
(Autorité Contractante)





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N°003BIS/AONO/L11/CDPM/2025 OF 22TH MAY 2025
FOR THE CONSTRUCTION OF THE FOREST CONTROL POST AND THE FIFINDA
HUNTING POST, IN THE LOKOUNDJE SUBDIVISION, OCEAN DIVISION, SOUTH
REGION
PIB MINFOF
(IN EMERGENCY PROCEDURE)

1. Subject of the invitation to tender

As part of the execution of the Public Investment Budget for the 2025 financial year, the Senior Divisional Officer for the Ocean Division, Delegated Project Owner, hereby launches an Open National Invitation to Tender for the construction of the forest control post and the Fifinda hunting post, in the LOKOUNDJE subdivision, Ocean Division, South Region.

2. Nature of works

The works to be carried out under this invitation to tender comprises of:

- Preparatory works;
- Earthworks;
- Foundation;
- Masonry and elevation;
- Framing and roofing;
- Metallic and carpentry works;
- Plumbing -- sanitary installation;
- Flooring;
- Electricity;
- Air conditioning;
- Painting;
- External works -- drainage;

3. Allotment

The works covered by this Tender Document are grouped into a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the project based on preliminary studies is **40 000 000 FCFA ALL TAXES INCLUDED**.

5. Estimated execution deadline

The maximum period provided by the Delegated Project Owner for the completion of the work, the subject of this Invitation to tender, is **three (03) months**. This period runs from the date of notification of the service order to start the work.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies and groups of companies having their domicile or head office in Cameroon and having proven experience in the field concerned.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by PIB MINFOF – 2025 financial year, budgetary line N° 59 33 060 01 451815 523112

8. Bidding method

The submission method chosen for this consultation is offline.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of [specify the all-in amount in **Eight hundred thousand (800 000) CFA Francs** and valid for **thirty (30) days** beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any connection with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the services of the S.D.O.'s office as soon as this Invitation to Tender is published.

It may equally be consulted **online on the COLEPS platform at the following addresses:**

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm) or on any other electronic communication means indicated by the Delegated Project Owner.

11. Acquisition of tender file

The physical version of the Invitation to tender document can be obtained during working hours upon publication of this invitation to tender at the Senior Divisional Office of Kribi upon presentation of the original receipt of payment from the Public Treasury of a non-refundable sum of **fifty Thousand (50,000) CFA Francs**.

12. Submission of bids

Each offer shall be drafted in English or French for submission off line, in **seven (07)** copies made up of the original and six (06) copies marked as indicated below and should reach the services of S.D.Os Office not later than **24th JUNE 2025** at **1 pm** and should carry the indication:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER NO 003BIS/ONIT/L11/DPC/2025 OF 22TH MAY 2025
FOR THE CONSTRUCTION OF THE FOREST CONTROL POST AND THE FIFINDA HUNTING
POST, IN THE LOKOUNDJE SUBDIVISION, OCEAN DIVISION, SOUTH REGION**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Delegated Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the bidder;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding method;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on **24th JUNE 2025 at 2 pm** at the Senior Divisional Office contract room.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under possibility of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 03 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected. The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria are as follows :

- the absence of the bid bond and receipt of deposit at the CDEC (Deposits and Consignment Fund) when the bids are opened;
- the non-production beyond the 48-hour period after the bids are opened, of a document in the administrative file deemed non-compliant or absent when the bids are opened (except the bid bond).
- false declarations, fraudulent maneuvers or forged documents;
- the technical score lower than 70% of YES in the evaluation grid;
- the absence of the sworn statement of non-abandonment of the construction sites over the last three years;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the absence of owning or renting a minimum of equipment (concrete mixer, dump truck, pick-up);
- Omission of a quantified unit price in the BPU or SDPU;
- the absence of an element of the financial offer (the submission letter, the BPU, the DQE);
- the absence of a dated and signed charter of integrity;

- the absence of a dated and signed declaration of commitment to respect environmental and social clauses;
- Absence of a sworn declaration of non-abandonment of a site during the last three years.
- absence of proof of acceptance of the contract (CCAP and CCTP initialled on each page and signed on the last page with the words "READ AND APPROVED")

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus on :

- the presentation of the offer (1 sub-criteria);
- the bidder's references (3 sub-criteria);
- staff experience (6 sub-criteria)
- material resources (4 sub-criteria)
- execution methodology (4 sub-criteria)
- financial capacity (2 sub-criteria)

16. Award of contract

The Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer has been found to be substantially compliant with the Tender Documents and who has the technical and financial capacities required to execute the Contract satisfactorily and whose offer was evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for 90 days from the deadline set for the submission of bids.

18- Additional information

Additional information can be obtained during business hours at the Kribi S.D.Os office - Tel.: 222 46 12 31.

19 -Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or facts of bad practices, please call CONAC at number 1517 or MOD at number 222 46 11 96

Copies:

- ARMP/SUD (for diffusion);
- DDMINADER/OCEAN
- DDMINEPAT/OCEAN
- DD MINMAP/OCEAN
- P/CDPM/OCEAN (for information);
- Billboards;
- Chrono/Archives

The Delegated Project Owner

